L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: No. 78 rue de Chartres. | NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 16 JUIN 1863 | Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE ORLEANS:
MARDI MATIN, 16 JUIN.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par E. Roger & Co., heure salles d'encan, rue de la Vieille Levée, grande vente de marchandises sèches.

Par D. H. Morphy, à l'entrepôt Rio, à 11 heures, café. A 10 heures au No 17, rue des Magasins, tabac en feuilles—et à la heure à l'entrepôt, rue Poydras, cordes de chanvre.

Par Pithoney & Amory—à 11 heures, à l'entrepôt Delta, 14 balles coton.

Par Francis Fernandez, au coin des rues Chartres et St Louis—merceries, souliers, vitrières, &c.

Par J. B. Crozat, à onze heures, dans la rue Royale, No 96—meubles et cigares.

Par P. Boisseau, à onze heures, au coin des rues Magazine et Gravier—groceries, provisions et liqueurs.

Par R. Scott, à 10 heures, dans la rue des Magasins, No 54—groceries, provisions, vins, eau de vie, whiskey, &c.

Par F. F. Trinchard, à 10 heures, à son magasin d'encan, rue Gravier, No 42—groceries et provisions.

Par R. T. Montgomery à 4 heures et demie, au pied de la rue St Joseph—foin extra de choix.

STEAMERS DE NEW-YORK.

Les prochains steamers attendus de New York sont le *Cocuubia* qui a du partir le 3 et le *Morning Star* qui a dû partir le 13 courant.

Nouvelles par la voie du Sud.

Du *Mississippian* du 7 de *Picayune* a extrait les nouvelles qui suivent:

VICKSBURG—Le général Pemberton a envoyé un courrier au général Johnston pour lui dire de prendre tout le temps qu'il serait nécessaire à la réorganisation complète de son armée. Le *Mississippian* du 7 cit dans un article éditorial: Nous n'avons rien pu apprendre de définitif de Vicksburg et de notre armée qui opère dans cette direction, jusqu'à une heure avancée de la nuit. L'impression générale paraît être, cependant, que tout va bien dans cette localité.

Honforts pour Grant.

Panola, 6 juin—Les Fédéraux et les unionistes célébrent un grand jubilé aujourd'hui, attendu que c'est le jour anniversaire de l'entrée des Fédéraux ici.

Un avis, daté d'hier, à 12 milles au Sud de Memphis dit: Neuf autres bateaux en addition aux huit mentionnés déjà, ont passé avec des renforts considérables pour Grant.

Le bruit court que Grant a envoyé demander à Haribat, à Memphis, 30,000 hommes de plus et que celui ci a répondu qu'il ne savait où les prendre à moins que l'évacuation de Corinthe et du chemin de Chat eston ne fut ordonnée. Des troupes sont expédiées chaque jour. Hurlbut a reçu ordre de faire préparer des hôpitaux à Memphis pour les blessés.

Le *Memphis Bulletin* du 3, dit: La compagnie du capt. Sol. Street, d'Okolona, composée de 18 à 20 hommes a été massacrée ou prise près de Middleton Street et quatre autres seulement ont échappé. Ils avaient été entourés et surpris dans la maison du Dr Neely.

Nouvelles de l'Ouest.

Panola, 6 juin—Le capitaine Mott a fait tirer sur quelques transports près de Friar's Point. Le feu des canonnières a été entendu distinctement à Panola.

Genesie, 5 juin—Un monsieur qui vient d'arriver par les chars de Panola, nous informe que dimanche dernier notre cavalerie a fait une incursion à Lagrange, Tenn., à une nombreuse ennemie et arraché quelques rails de chemin de fer.

Deux chars, remplis de blessés ont été envoyés à Memphis.

Bolivar et Quatre postes dans l'Ouest Tennessee ont été évacués proclamement. On laissera assez de monde pour faire enlever le matériel de guerre et les articles d'approvisionnement. Tagg, de la maison Jones et Tagg, de Memphis, et Tommery, de mémoire de chemin de fer, épouseront comme marchands dans la cérémonie du jubilé.

Nous lisons dans le St-Louis *Democrat* du 1er juin:

Trente cinq personnes connues pour sympathiser avec les rebelles ont été envoyées sud, le jour du jubilé. Quelques unes venaient de l'intérieur de l'Etat.

Le gouverneur de l'Illinois a expédié un supplément de steamers pour amener les blessés de Vicksburg.

Le Memphis Bulletin donne un état de la situation à Vicksburg et parle d'une mutinerie. Il dit que les rebelles demandent à grands cris la reddition de la place.

Le Bulletin dit que 1,000 personnes avaient prêté serment à Memphis, conformément au dernier ordre.

NOUVELLES DE RICHMOND.

Election de la Virginie.

Richmond, 5 juin—Les dernières retours indiquent l'élection du général W. Smith pour gouverneur et de Samuel Price pour lieutenant-gouverneur. Quatre membres du dernier Congrès, nommés pour la réélection ont été battus, savoir: Garrett, Lyon, Boulier, et Preston. Les retours ne peuvent avoir de défaite de Stephens.

Les mines de Tredegar sont en pleine activité. Les machines endommagées par le dernier incendie été restaurées et remplacées. On fait maintenant fondre des canons avec autant de rapidité qu'auparavant.

Francis Blair, jeune, a été arrêté sous prévention de sédition. L'examen de cette affaire a été ajourné.

Centre-Tennessee.

Un monsieur qui arrive directement de Shelbyville dit que le général Bragg a set avancé de 25 à 30 milles sur l'ennemi.

CARGAISON DU TEXANA — On trouvera dans notre partie anglaise la liste des marchandises qui formaient la cargaison de ce navire incendié, ainsi que la liste des négociants à qui ces marchandises étaient consignées.

LA TAXE SUR LE SUCRE—M. Geo S. Denison, percepteur du revenu à Nile-Orléans, a reçu, en réponse à une lettre qu'il avait adressée au Département à Washington, un avis officiel dans lequel il est informé que le sucre brut connu, dans le commerce, sous le nom de "fond de cisternes", doit acquitter une taxe de deux cents par livre.

☞ La gazette ED MCCLINAHAN, pour Tampico, partira positivement samedi, 20 du courant. Les passagers auront à se munir de leurs passes et à payer leur passage au No 77, rue des Magasins.

Le Herald et la Paix.

Le Courrier des Etats Unis, signale dans les termes suivants un des revirements si habituels au *Herald*:

Le *Herald* semble en passe d'arborer un nouveau drapeau. Dans son numéro d'hier, il nous consacre plus de quatre ou cinq articles différents à chanter les louanges de la grande réunion de mercredi soir. Il dit entre autres choses:

"Le plus grand meeting qui se soit jamais rassemblé dans cette ville a été celui de la démocratie mercredi soir. Il comptait 30,000 hommes, c'est à dire tout l'élément militant de la cité, qui est manifesté contre l'administration un amer sentiment d'hostilité, tel qu'on n'en a jamais signalé auparavant dans l'histoire des Etats Unis. L'enthousiasme était au dépassé de la fièvre. Une étincelle d'opposition aux vues du meeting où à son droit de manifestation suffisait amène une explosion et déchaîne un volcan. Le côté le plus singulier du meeting a été l'absence des meilleurs politiques démocrates. Ils étaient coutrariés, et se sont tenus à l'écart. Les journaux hebdomadaires et quotidiens qui représentent Tammany Hall étaient contraires à la réunion, cependant les soldats et l'armée de la démocratie étaient là, non seulement les spectateurs de Mozart Hall, mais encore toute la fraction de la section de Tammany. Tout le monde convenait que le mot *fiasco* est écrit sur le front de l'administration, et qu'il est grandement temps d'arrêter la guerre. *La paix*, voilà désormais le mot d'ordre de la démocratie."

Il est à noter que le *Herald* va cesser d'entonner chaque matin la trompette héroïque! La question est probablement à ajourner indéfiniment qu'il n'en sait sans doute rien lui même.

Meeting dans le New-Jersey.

Hier, nous avons sommairement rendu compte du meeting qui a eu lieu samedi à Newark pour protester au nom de l'honneur et de la liberté contre l'attentat et la série de mesures tyraniques dont le Vallandigham a été victime. Cédant à l'indignation des soldats qui tenté de troubler l'ordre, de provoquer le peuple et d'amener une collision dont l'administration prétexte pour appesantir sa main de fer sur le New-Jersey.

Dès le commencement du meeting, des soldats ont essayé d'arracher à une troupe de paysans démocrates un emblème en l'honneur de M. Vallandigham. Un instant la mêlée a été vive, mais les robustes habitants de la campagne eut venus bien vite à bout des soldats, qui ont battu en quatre blessés.

Un peu plus tard, et tandis que les citoyens écoutaient paisiblement les orateurs, une compagnie de soldats s'est avancée jusqu'au pied d'une tribune, la *bayonnette au bout du fusil* et conduite par un officier qui marchait *l'épée nue*. Leur dessein malheureux soldats, coïncidait avec un triste rôle par leurs supérieurs, qui essayé d'abattre le drapeau de la tribune, mais leurs camarades, mornes et humiliés, ne les ont pas suivis. Quelques minutes après, un second détachement est arrivé par une autre rue, comme pour couper le meeting en deux. Les hésitante, quelque frémissante que fussent la plupart d'entre eux, ont eu se contenir et n'ont pas répondu à la provocation.

Enfin M. Bigelow, maire de Newark, est arrivé avec le chef de tous deux ont informé les officiers militaires que les autorités civiles étaient parfaitement capables de maintenir la paix. Le chef a ajouté que, si les soldats ne se retiraient pas, *il appellerait le premier régiment de la milice*. Cette fermeté a produit son effet, et les soldats sont partis. Une seule chose a été blâmée par tous les citoyens dont ils étaient la plus grande partie. Ils ont dans ce calme et dignité, pour ne donner aucune prise à des accusations qu'on ne manquerait pas d'exploiter à leur détriment.

(*Courrier des Etats Unis*)

Les généraux abolitionistes.

Nous lisons dans un journal de New-York:

De son exile de Fort Royal, M. Hunter écrit au Président du Sud qu'il présente humble pour homme, blessé pour noir, en pour jamais. Il veut même faire payer le fait par les autorités confédérées du vendre un nègre prisonnier. La grande indignité pour M. Jefferson Davis non d'appeler les gouvernants des Etats, instables sur tout point qui touche à l'honneur et à la vie.

Un comité formé de l'essence des puritains abolitionnistes de New York est allé solliciter le Président de nommer M. Fremont au commandement des troupes noires au service du Nord. M. Lincoln a répondu qu'il ne demandait pas mieux, mais ne s'est engagé à rien.

M. Hunter a déclaré que les "civils" venus à la suite de son armée dans le département du Sud seraient incessamment soumis au tirage au sort, ce qui a causé un exode presque général. Deux cents passagers sont arrivés hier de Port Royal par l'*Arago*.

THEATRE D'ORLEANS—On annonce pour dimanche prochain une représentation au bénéfice de madame Reiter avec le concours de MM. Julian, Dietrich, Gilbert, &c., et de Mlle Maillet. Le spectacle se composera du célèbre drame d'Alexandre Dumas, *Les Paques vénoises* ou *Le Massacre des Français*.

MEXIQUE

LA DÉFAITE DE COMONFORT.

Voici les détails que donne une lettre particulière sur le combat de San Lorenzo, livré le 8 mai à Comonfort, lequel avait déjà subi, trois jours auparavant, un éclatant revers, en tentant de faire entrer un convoi dans Puebla:

"Comme Comonfort avait, depuis quelque temps, prit une forte position à trois lieues du quartier général français, dans la direction de Tlexcala, cherchant sans cesse à ravitailler la place, le général Forey résolut de le tourner par la droite, et confia cette mission au général Bazaine.

"Effectivement, dans la nuit du 7 au 8, vers 2 heures du matin, le général Bazaine avec quatre bataillons d'infanterie, quatre escadrons de cavalerie et 8 canons, partit du camp pour surprendre les Mexicains aux alentours de San Lorenzo.

"Contrairement à l'attente du général Forey, l'ennemi fut mis en déroute complète—on lui prit 8 canons rayés avec leurs attelages, 7 autres pièces, 2 drapeaux, 20 charrettes chargées de vivres et de munitions, et 200 mules chargées de farine.

"Ses pertes sont évaluées à 2,500 hommes entuée, blessés ou prisonniers. Parmi ces dernières figurent 24 officiers de tous grades. (Une autre version porte le chiffre des prisonniers seuls à 2,500).

"Le général Bazaine évalue ses pertes à 20 morts et autant de blessés."

Ce tableau de victoire a malheureusement ses ombres.

Un détachement de 62 hommes de la légion étrangère était parti de Chiquitite le 1 mai, sous les ordres de trois officiers français, MM. Daujon, Vilain et Daudet. Assailis le lendemain par une force écrasante de guérilles, il dut soutenir un combat héroïque dans lequel il fut presque entièrement anéanti. Quatorze hommes seulement restaient debout quand ils consentirent à se rendre, après avoir vu tomber successivement leurs trois chefs.

Un triste incident d'un autre genre a vivement ému la ville de Vera Cruz. Des soldats du régiment d'Egyptien, cantonnés à Medellin, ont lâchement massacré les malheureuses malfaisants d'une ferme du voisinage. Les coupables ont été immédiatement livrés à la justice militaire, qui se prépare à en faire un terrible et sommaire exemple.

FRANCE.

Correspondance du Courrier des Etats Unis.

Paris, 22 mai 1863.

Les journaux autrichiens annoncent que le projet d'une conférence européenne, pour le règlement de la question polonaise, a décidément avorté. Mais ils prédisent, pour un jour très prochain, l'envoi à St Pétersbourg de notes identiques, inspirées par l'Angleterre. Il paraît toutefois que celles ci n'ont pas eu de résultat à se mettre d'accord sur les propositions à faire à la Russie. La difficulté principale tient à l'idée d'un armistice, exigée par l'Angleterre et agréée par la France avec quelques modifications, et repoussée par l'Autriche représentant, dans la conviction que la Russie ne consentirait pas à reconnaître aux insurgés polonais le caractère de belligérants, et que son refus placerait les trois puissances entre une reculade ou la guerre.

Ces dissidences ont été cause que l'ardent entre le cabinet de Vienne et le cabinet français, qui a encore moins, si on le peut de l'attitude agressive prise, en plus, reprise par lord Palmerston dans la question de l'Elbe mercredi soir et dans celle du canal de Suez. Sur le premier point, le *Moniteur* a indirectement mis en chef du cabinet anglais en joué aux autres correspondances de Rome qui accusent les faits avancés par lui d'exagération et d'inexactitude, et en annonçant que de nouvelles dispositions militaires venaient d'être prises pour maintenir la neutralité du territoire pontifical.

Sur le second point M. Disdyn de Lhuys a, dit on, expédié à Constantinople une dépêche qui fait justice des prétentions du Divan, et dont les arguments sont probablement en partie reproduits dans un article remarquable du *Constitutionnel*.

Tandis qu'il fait ainsi le sérieux avec la France, le gouvernement anglais se montre, par compensation, de plus en plus conciliant avec les Etats-Unis et avec la Prusse. Il résiste tout à la fois aux plaintes des armateurs britanniques et à la vive colère de captures par la marine fédérale, en leur opposant les lois maritimes d'Europe et aux plaintes dirigées contre la Prusse par les Anglais amis de la Pologne, en leur opposant l'autorité des Etats Unis qui ont établi, pendant la guerre de Crimée, que les neutres avaient le droit de fournir des munitions et des armes à chacune des parties belligérantes.

Quant aux affaires intérieures de la Prusse, elles se sont toujours au même point. Le ministère ne voulant point céder à la chambre et la chambre au ministère. Il en est de même des affaires de Grèce. La députation partie d'Athènes attend encore de Copenhague la réponse du prince Christian, qui attend celle des trois puissances à ses conditions.

Le général Courtois d'Hurbal a été nommé au commandement de l'artillerie du Mexique devenu vacant par la mort de M. Vernhet de Lacourrège, et il s'est embarqué, il y a trois jours, sur la *Loire*. Il doit être suivi très prochainement par une batterie de 12 rayé, trois batteries d'artillerie à pied et une demi batterie du 3me régiment qui vient envoyés au Mexique. Ces sont, quant à présent, les seuls renforts expédiés au général Forey.

La réception par M. Thiers de la candidature à Paris et à Valenciennes a produit l'effet que j'avais prévu. En donnant une nouvelle portée à la lutte électorale, elle a décidé un grand nombre d'illustrations parlementaires, qui se tenaient dans la retraite, à en sortir et à rentrer en lice. C'est ainsi que M. Berryer se porte à Marseille, M. Dufaure à Bordeaux, M. Odilon Barrot à Strasbourg, M. Casimir Perrier file dans l'Isère, M. Decazes file dans la Gironde, M. V. Lanjuinais à Nantes, M. Gustave de Beaumont dans la Sarthe, M. de Montalembert dans les Côtes du Nord et le Doubs, M. St Marc Girardin dans l'Ariège, M. Duvergier de Hauranne dans l'Ardèche, M. Barthélemy St Hilaire dans Seine et Oise, M. Bazy dans Lot et Garonne, MM. Fresion et de Falloux dans Maine et Loire, M. J de Morny dans l'Oise, MM. Levavasseur et Estancelin dans la Seine inférieure, M. Marie dans les Bouches du Rhône, M. de Montalembert dans le Doubs. Il ne manque guère à cette liste que M. Guizot, mais si l'on se présente pas lui même, à Lisieux, il y présente son gendre M. Corneille de Witt, l'auteur d'une histoire très remarquable de Jefferson.

Les rentrées dans la vie publique de ces chefs des anciens partis, relevées par la révolution du 24 février 1848, ou par le coup d'Etat du 2 décembre 1851, est un fait important. C'est un revêt politique qui va couvrir pour l'empire une nouvelle ère, celle d'un contrôle sérieux et vigoureux dont il a besoin. Il lui faudra compter. Il est probable, en effet, qu'un certain nombre de ces vieux athlètes de la tribune arriveront au corps législatif. Ceux qui ont le plus de chances sont M. Thiers, M. Casimir Perrier, M. Bazet, et M. Berryer qui ne s'est décidé à accepter la candidature que sur l'assurance de son succès à peu près certain qui lui a été donné par une députation de notabilités marseillaises. Mais l'avènement, ou plutôt la restauration de ces vieilles royautés parlementaires aura des conséquences pour l'empire, qui devrait peut-être aux ne pas se féliciter plus qu'il ne le paraît. Le retour de ces hommes, dont le nom rappelle la lutte politique qui a été la conséquence naturelle de l'appel que l'empereur leur a fait lui même, en promulguant le décret du 24 novembre. Il ne leur ouvrait, il est vrai, la porte qu'à la condition qu'ils laisseraient sur le seuil tout esprit d'opposition factieuse et systématique. Mais ils viennent aujourd'hui remplir la place qui leur est entièrement, cette condition. C'est quelque chose de voir des hommes comme M. Berryer, M. Thiers, M. Odilon Barrot siéger côte à côte, non plus comme ennemis, mais comme frères. Je pure obéissance à la constitution et fidélité à l'empereur." On a beau évoquer sur les mots et dire que si l'on promet obéissance à la constitution, c'est parce qu'elle est modifiable. La forme ne change pas le fond et un serment engage toutes les consciences honnêtes. Aussi M. Berryer est il beaucoup hésité avant de signer cet acte, il ne s'y est même pas décidé, sans que ses yeux se soient mouillés de larmes. M. Thiers a dit aussi aux électeurs qui lui ont ouvert une dans la carrière politique *sans renoncer*, mais il y va rentrer. M. Odilon Barrot, dont le nom a toujours signifié *probité politique*, s'exprime comme eux, dans sa profession de foi. "Ce serment que j'ai refusé en lendemain du 2 décembre, et lorsqu'il eût été une spoliation du coup d'Etat que je blâmais, je le prête aujourd'hui sans hésitation au gouvernement établi et reconnu par mon pays."

M. Odilon Barrot regrette donc le coup d'Etat du 2 décembre comme inclusif, et en quelque sorte, il l'excuse par les douzes siècles qui suivent, par les scrutins du 20 décembre 1851 et du 14 novembre 1852, et par la liberté que l'empire semble vouloir rendre à la France au dedans, après lui avoir rendu sa légitime influence au dehors. Si ces mots et lui ne s'étaient pas précédés aux décrets du 24 février 1852, et aux lois de 1852 et 1853, et aux lois de la section de la Seine et de l'Autriche, il ne faudrait, dans la conviction que la Russie ne consentirait pas à reconnaître aux insurgés polonais le caractère de belligérants, et que son refus placerait les trois puissances entre une reculade ou la guerre.

Ces dissidences ont été cause que l'ardent entre le cabinet de Vienne et le cabinet français, qui a encore moins, si on le peut de l'attitude agressive prise, en plus, reprise par lord Palmerston dans la question de l'Elbe mercredi soir et dans celle du canal de Suez. Sur le premier point, le *Moniteur* a indirectement mis en chef du cabinet anglais en joué aux autres correspondances de Rome qui accusent les faits avancés par lui d'exagération et d'inexactitude, et en annonçant que de nouvelles dispositions militaires venaient d'être prises pour maintenir la neutralité du territoire pontifical.

Sur le second point M. Disdyn de Lhuys a, dit on, expédié à Constantinople une dépêche qui fait justice des prétentions du Divan, et dont les arguments sont probablement en partie reproduits dans un article remarquable du *Constitutionnel*.

Tandis qu'il fait ainsi le sérieux avec la France, le gouvernement anglais se montre, par compensation, de plus en plus conciliant avec les Etats-Unis et avec la Prusse. Il résiste tout à la fois aux plaintes des armateurs britanniques et à la vive colère de captures par la marine fédérale, en leur opposant les lois maritimes d'Europe et aux plaintes dirigées contre la Prusse par les Anglais amis de la Pologne, en leur opposant l'autorité des Etats Unis qui ont établi, pendant la guerre de Crimée, que les neutres avaient le droit de fournir des munitions et des armes à chacune des parties belligérantes.

Le journal de M. de Laguéronière a blâmé le système des exclusions et particulièrement celles prononcées contre 30 des 91 députés qui avaient voté contre la politique de M. Thouvenel dans la question romaine. Il lui semblait que cette politique ayant été répudiée, ou tout au moins modifiée, par l'avènement de M. Drouyn de Lhuys, ceux qui l'avaient combattue se trouvaient justifiés par l'empereur lui même. C'est en restreignant le terrain de l'indépendance législative qu'on a élargi celui de l'opposition.

Cet article, qui avait un peu les aire d'une leçon, a valu à la *France* un premier avertissement, dans lequel le ministre de l'intérieur l'accusait de chercher à tromper l'opinion en se posant comme interprète véritable de la pensée impériale. M. de Laguéronière, s'affranchissant du silence imposé aux journalistes frappés d'avertissement, a protesté contre l'usurpation de rôle dont on l'accusait, en déclarant qu'il ne se laisserait point réduire au silence par l'intimidation, dût sa protestation être son "testament". Elle ne l'a pas été, et il a continué à vivre dans son indépendance.

Mais l'appui que la candidature de M. Thiers avait ainsi trouvé dans la presse dynastique elle même, avait fait naître le bruit que le gouvernement allait lui laisser la voie libre et en faire retirer M Devinck son concurrent. Le préfet de la Seine ayant constaté ce bruit dans un rapport adressé au ministre de l'intérieur, ce dernier l'a autorisé à le démentir, dans une lettre insérée au *Moniteur* d'aujourd'hui. M de Persigny y déclare que, "du moment où M. Thiers a consenti à se rendre, pour s'en faire le champion, dans une réunion des anciens partis uniquement composés d'ennemis déclarés de l'empereur et de l'empire, il a rendu lui même impossible l'accueil que le gouvernement est disposé à faire à l'illustre historien du Consulat et de l'Empire." "Il n'y a plus d'équivoque possible, ajoute M de Persigny, M. Thiers reste désormais un des représentants d'un régime que la France a condamné et qu'à ce titre le devoir du gouvernement est de combattre..... Ce régime a été fatal à la France, qu'il est devenu si prospère et si glorieuse depuis que M. Thiers et les siens ne sont plus aux affaires."

C'est une véritable déclaration de guerre non seulement à M. Thiers, mais encore à tout les parlementaires, qui semblaient vouloir se rapprocher du gouvernement impérial. Cette rupture éclatante et soudaine de toute trêve est elle un acte de prudence politique? On ne l'a point jugé ainsi à la Bourse d'aujourd'hui, où les fauteurs de mots ont dit que le ministère de l'intérieur venait de faire, sans le vouloir, du *tiers consolidé*. Mais ce n'est a coup sûr un acte de franchise et de décision qui tient au tempérament de M. Persigny, et qui a été reproduit dans d'autres incidents électoraux.

Le plus retentissant a été la réponduit publique de la candidature de M. Ernest Bouchie, fils du président du conseil d'Etat, qui avait reçu pour retire de faire le général Mehnet, adopté en dernier lieu par le gouvernement. M. Ernest Bouchie avait écrit à M. de Persigny que s'il maintenait sa candidature, c'était parce qu'il avait été autorisé à penser qu'elle aurait l'appui du gouvernement, et que, si on le lui retirait aujourd'hui, il deviendrait prise à certaines attaques dont il avait été l'objet. Si cette lettre était restée entre le ministère et lui, c'était bien. Mais M. E Bouchie était l'indépendance de la livrer à la publicité. Alors M. de Persigny y a répondu qu'il n'était, il est vrai, nullement dit que le gouvernement ne dût pas adopter la candidature de M. Bouchie fils, par égard pour son père mais la condition expresse "qu'*après les circonstances pendant* qui avaient incité la réunion de ses électeurs au nom du gouvernement, il ne se présenterait pas officiellement au conflit." Mais M. E. Bouchie "n'ayant donné aucune explication certaine sur ces faits", le gouvernement s'était décidé à reconnaître la candidature du *général* Mehnet, "un homme sans reproche et sans reproche, et à combattre officiellement celle de M. Bouchie.

Le coup est rude, et la pauvre M. Bouchie le père en est tout le monde. Il a été attendu du crypeyde subit la tête, mais il a dû subir cet abandonnement M. Bouchie fils, qui se présente, du moins de gravité. Quant à M. Ernest Bouchie, il a le front plus fort que son père et il paraît décidé à ne pas lâcher prise. Il vient de publier une nouvelle lettre adressée à ses électeurs, où il dit que la section de la Seine, qui a voté pour lui, a pu croire que ses rapports intimes avec M. Mires n'étaient pas sans influence sur la candidature à l'indépendance et à l'intégrité de son caractère public et maintient quand même ses candidatures "en nom étant, ajoute-t-il, quoique l'on M le ministre de l'intérieur, qui lui a donné de l'expression du gouvernement de l'empereur."

Il y a eu aussi une pointe épistolaire très vive entre M. Pietri, chargé de l'administration de la Gironde, et le duc Decazes, qui prétend avoir reçu de la candidature Bouchie, tandis que M. Pietri déclare qu'il en a été indirectement du chef du cabinet anglais en joué aux autres correspondances de Rome qui accusent les faits avancés par lui d'exagération et d'inexactitude, et en annonçant que de nouvelles dispositions militaires venaient d'être prises pour maintenir la neutralité du territoire pontifical.

Sur le second point M. Disdyn de Lhuys a, dit on, expédié à Constantinople une dépêche qui fait justice des prétentions du Divan, et dont les arguments sont probablement en partie reproduits dans un article remarquable du *Constitutionnel*.

Tandis qu'il fait ainsi le sérieux avec la France, le gouvernement anglais se montre, par compensation, de plus en plus conciliant avec les Etats-Unis et avec la Prusse. Il résiste tout à la fois aux plaintes des armateurs britanniques et à la vive colère de captures par la marine fédérale, en leur opposant les lois maritimes d'Europe et aux plaintes dirigées contre la Prusse par les Anglais amis de la Pologne, en leur opposant l'autorité des Etats Unis qui ont établi, pendant la guerre de Crimée, que les neutres avaient le droit de fournir des munitions et des armes à chacune des parties belligérantes.

Le journal de M. de Laguéronière a blâmé le système des exclusions et particulièrement celles prononcées contre 30 des 91 députés qui avaient voté contre la politique de M. Thouvenel dans la question romaine. Il lui semblait que cette politique ayant été répudiée, ou tout au moins modifiée, par l'avènement de M. Drouyn de Lhuys, ceux qui l'avaient combattue se trouvaient justifiés par l'empereur lui même. C'est en restreignant le terrain de l'indépendance législative qu'on a élargi celui de l'opposition.

Cet article, qui avait un peu les aire d'une leçon, a valu à la *France* un premier avertissement, dans lequel le ministre de l'intérieur l'accusait de chercher à tromper l'opinion en se posant comme interprète véritable de la pensée impériale. M. de Laguéronière, s'affranchissant du silence imposé aux journalistes frappés d'avertissement, a protesté contre l'usurpation de rôle dont on l'accusait, en déclarant qu'il ne se laisserait point réduire au silence par l'intimidation, dût sa protestation être son "testament". Elle ne l'a pas été, et il a continué à vivre dans son indépendance.

Mais l'appui que la candidature de M. Thiers avait ainsi trouvé dans la presse dynastique elle même, avait fait naître le bruit que le gouvernement allait lui laisser la voie libre et en faire retirer M Devinck son concurrent. Le préfet de la Seine ayant constaté ce bruit dans un rapport adressé au ministre de l'intérieur, ce dernier l'a autorisé à le démentir, dans une lettre insérée au *Moniteur* d'aujourd'hui. M de Persigny y déclare que, "du moment où M. Thiers a consenti à se rendre, pour s'en faire le champion, dans une réunion des anciens partis uniquement composés d'ennemis déclarés de l'empereur et de l'empire, il a rendu lui même impossible l'accueil que le gouvernement est disposé à faire à l'illustre historien du Consulat et de l'Empire." "Il n'y a plus d'équivoque possible, ajoute M de Persigny, M. Thiers reste désormais un des représentants d'un régime que la France a condamné et qu'à ce titre le devoir du gouvernement est de combattre..... Ce régime a été fatal à la France, qu'il est devenu si prospère et si glorieuse depuis que M. Thiers et les siens ne sont plus aux affaires."

C'est une véritable déclaration de guerre non seulement à M. Thiers, mais encore à tout les parlementaires, qui semblaient vouloir se rapprocher du gouvernement impérial. Cette rupture éclatante et soudaine de toute trêve est elle un acte de prudence politique? On ne l'a point jugé ainsi à la Bourse d'aujourd'hui, où les fauteurs de mots ont dit que le ministère de l'intérieur venait de faire, sans le vouloir, du *tiers consolidé*. Mais ce n'est a coup sûr un acte de franchise et de décision qui tient au tempérament de M. Persigny, et qui a été reproduit dans d'autres incidents électoraux.

Le plus retentissant a été la réponduit publique de la candidature de M. Ernest Bouchie, fils du président du conseil d'Etat, qui avait reçu pour retire de faire le général Mehnet, adopté en dernier lieu par le gouvernement. M. Ernest Bouchie avait écrit à M. de Persigny que s'il maintenait sa candidature, c'était parce qu'il avait été autorisé à penser qu'elle aurait l'appui du gouvernement, et que, si on le lui retirait aujourd'hui, il deviendrait prise à certaines attaques dont il avait été l'objet. Si cette lettre était restée entre le ministère et lui, c'était bien. Mais M. E Bouchie était l'indépendance de la livrer à la publicité. Alors M. de Persigny y a répondu qu'il n'était, il est vrai, nullement dit que le gouvernement ne dût pas adopter la candidature de M. Bouchie fils, par égard pour son père mais la condition expresse "qu'*après les circonstances pendant* qui avaient incité la réunion de ses électeurs au nom du gouvernement, il ne se présenterait pas officiellement au conflit." Mais M. E. Bouchie "n'ayant donné aucune explication certaine sur ces faits", le gouvernement s'était décidé à reconnaître la candidature du *général* Mehnet, "un homme sans reproche et sans reproche, et à combattre officiellement celle de M. Bouchie.

Le coup est rude, et la pauvre M. Bouchie le père en est tout le monde. Il a été attendu du crypeyde subit la tête, mais il a dû subir cet abandonnement M. Bouchie fils, qui se présente, du moins de gravité. Quant à M. Ernest Bouchie, il a le front plus fort que son père et il paraît décidé à ne pas lâcher prise. Il vient de publier une nouvelle lettre adressée à ses électeurs, où il dit que la section de la Seine, qui a voté pour lui, a pu croire que ses rapports intimes avec M. Mires n'étaient pas sans influence sur la candidature à l'indépendance et à l'intégrité de son caractère public et maintient quand même ses candidatures "en nom étant, ajoute-t-il, quoique l'on M le ministre de l'intérieur, qui lui a donné de l'expression du gouvernement de l'empereur."

Il y a eu aussi une pointe épistolaire très vive entre M. Pietri, chargé de l'administration de la Gironde, et le duc Decazes, qui prétend avoir reçu de la candidature Bouchie, tandis que M. Pietri déclare qu'il en a été indirectement du chef du cabinet anglais en joué aux autres correspondances de Rome qui accusent les faits avancés par lui d'exagération et d'inexactitude, et en annonçant que de nouvelles dispositions militaires venaient d'être prises pour maintenir la neutralité du territoire pontifical.

Sur le second point M. Disdyn de Lhuys a, dit on, expédié à Constantinople une dépêche qui fait justice des prétentions du Divan, et dont les arguments sont probablement en partie reproduits dans un article remarquable du *Constitutionnel*.

Tandis qu'il fait ainsi le sérieux avec la France, le gouvernement anglais se montre, par compensation, de plus en plus conciliant avec les Etats-Unis et avec la Prusse. Il résiste tout à la fois aux plaintes des armateurs britanniques et à la vive colère de captures par la marine fédérale, en leur opposant les lois maritimes d'Europe et aux plaintes dirigées contre la Prusse par les Anglais amis de la Pologne, en leur opposant l'autorité des Etats Unis qui ont établi, pendant la guerre de Crimée, que les neutres avaient le droit de fournir des munitions et des armes à chacune des parties belligérantes.

COUR PROVISOIRE DES ETATS UNIS—*Faillites*—Considérant comme la vente de la Nile Orléans—Le Juge a donné gain de cause au demandeur.

Emerson contre Sumner—Je crois, dit le juge dans son délibéré, que les droits de Sumner doivent être réservés et que le décret qui restitue les droits du demandeur contre Gilbert ne doit pas porter préjudice à l'hypothèque de Hamby, hypothèque qui passe avant celle du demandeur.

La demande d'une nouvelle audition de cause dans le procès intenté à l'amiral Farragut a été retirée.

Baker contre McCheney—La cause est fixée pour mardi prochain.

ACCUSATION—M. G. W. Hall, que M. McCheney accuse de vol, a été arrêté, hier, par l'officier Baker.

—Mary Frank, c. c. l., a fait arrêter Francis Sandere, b. c. l., qu'elle accuse de vol.

COUR DU COLONEL DWIGHT—MM Adrien Caseard, Edward Fixary et Charles Thompson ont comparu, hier, devant le colonel Dwight, sous prévention de contrebande. La défense se fera entendre lundi prochain.

—Wm Baker et Rowe, déclaré coupable d'avoir détruit du whisky à des soldats, a été condamné à cinquante piastres d'amende.

ACCUSATION DE VOL—M. D. McCuner a fait arrêter Sam Bauer, homme de couleur, sous le Premier District. Il l'accuse du vol de tabac.

Le nègre Sam, incarcéré hier, est accusé d'avoir volé cent trente-cinq piastres à Mme Pirks.

Maison Alexander et Wm Tirants sont accusés de complicité sous un vol commis dans le magasin de Mme Augustine Moque.

EDITION D'HIER SOIR.

ARRIVEE DU STEAMSHIP GEORGE CROMWELL.

Le steamship Geo. Cromwell, capitaine Post, parti de New York le 6 juin, est arrivé ce matin au point du jour. Voici la liste des passagers qu'il amène:

Général J W McMillan et son domestique, G W Johnston et sa dame, Wm Van Buren, capitaine E W Beaudoin, Tous Dolan, Mme C Dalmazon, colonel Chas E Betrow, Wm Hepsey, colonel R B Merritt, capitaine Geo Cressey, J C Davenport, capitaine O C Tall, Mme R Gallger, J W Ai, Wm Martin, Frank Lecompte, M Bass Powers, Neil Williamson, Jos Johnson, R B Munson, E R Hazlett.

Mouvements du général Lee

SUR LE RAPPAHANOCK.

Nous trouvons dans le *World* de ce la dépêche suivante:

Washington, 5 juin—Hier et hier soir l'ennemi a eut une en mouvement vers Gordonsville et Culpepper. Depuis plusieurs jours l'ennemi a fait partie de troupes et a renforcé ou allaitoi ses lignes de piquets suivant les circonstances, afin de mieux donner le change sur ses intentions réelles. Mercredi soir tout indiquait que Lee amenait ses forces au gué des Etats Unis sur le Rappahannock, mais l'ennemi a eut pour traverser la soir pour faire une tentative sur Culpeper. Les cavalerie est quelques fantassins pour traverser maintenant à cause des eaux basses on peut passer le Rappahannock à certains endroits près du pont de Kelly.

Le *Star* dit qu'il ne convient pas d'indiquer quels préparatifs Hooker a faits pour résister à l'ennemi s'il entreprend de faire une visite de ce côté de la rivière, mais on peut dire que Lee trouvera la tentative hasardeuse, et qu'on ne lui permettra pas de s'en retourner impunément.

Le *Courrier des Etats Unis* du 6 contient ce qui suit:

L'émotion à propos d'une invasion du Maryland, qui a fait place à New York à d'autres préoccupations, ne s'est pas calmée, à Washington, à Baltimore et à Philadelphie. On fortifie cette dernière ville, dont on barricade les issues. On ajoute que des détachements confédérés ont pris à Leesburg, Berryville, Strasburg et Mount Jackson. Le chemin de fer de Baltimore à l'Ohio a cessé de transporter des marchandises et des voyageurs, mais que la ligne sont interceptées, mais dans la crainte qu'elle ne le soit d'un moment à l'autre. De plus, le général Milroy a fait jouer le télégraphe pour demander des renforts, et des troupes sont parties de Baltimore en grand nombre.

Si l'on ne sait pas que Lee soit faire beaucoup avec peu de ressources, il n'y aurait pas à s'inquiéter beaucoup de ses mouvements. A Chancell